

*Conflit ouvrier*

culture (M. Whelan) qui est absent, une absence bien justifiée, nous avait accusés de proposer ce débat pour des raisons sans fondement, ou tout à fait inconséquentes. L'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine (M. Bécharde) a déjà commencé à m'interrompre, mais je lui pardonnerai tout de suite, car je sais que c'est son habitude.

Le ministre de la Consommation et des Corporations, la semaine dernière, disait que notre débat était sans fondement, mais je crois qu'aujourd'hui le ministre du Travail, (M. Munro) par la décision qu'il a prise, répond d'une façon très objective à notre invitation, et également à celle de tous les députés, qui demandaient au gouvernement la semaine dernière de prendre ses responsabilités.

Il est certain que l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations avait trouvé que nous ne pouvions pas offrir de solutions, mais la solution que nous réclamions la semaine dernière c'est la même que nous réclamons tous les jours du gouvernement, soit celle de prendre ses responsabilités. C'est ce que le ministre fait aujourd'hui. Le gouvernement a des pouvoirs et, compte tenu de la situation, il répond enfin à l'invitation que nous lui faisons la semaine dernière.

Madame le président, je dois également souligner qu'un député ministériel a eu le courage de parler de la nécessité d'une loi spéciale. Il s'agit de l'honorable député de Lapointe (M. Marceau), qui nous a fait un discours magistral la semaine dernière. Nous le reconnaissons et je pense qu'il avait déjà prévu une solution. Et on peut se demander la raison pour laquelle on a attendu aussi longtemps, et quelles sont les possibilités de réparer les torts causés.

● (1720)

Il est certain que certains députés sont encore convaincus que les cultivateurs n'ont rien perdu, qu'ils n'ont pas eu de difficultés. Il faudrait peut-être qu'ils lisent de temps en temps les communiqués de presse du président de l'UPA et d'autres représentants de l'Association des meuniers, et surtout des agriculteurs eux-mêmes, pour se convaincre des énormes difficultés que ces derniers ont dû rencontrer.

L'honorable député de Bellechasse nous faisait part des nombreuses difficultés qu'il a constatées en fin de semaine dans sa circonscription. Je crois que tous les députés de circonscriptions rurales le savent parfaitement bien.

Nous avons donc une raison valable de réclamer une action concrète de la part du gouvernement, et aujourd'hui nous nous empressons de répondre dans l'affirmative à une mesure qui, d'une part, ne sera pas acceptée d'emblée par les travailleurs de ce secteur mais, d'autre part, correspond à un besoin réel.

Nous regrettons d'être obligés de favoriser l'application d'une telle mesure, en tenant compte des travailleurs, mais, encore là, je me demande jusqu'à quel point on doit dire que personne n'est responsable.

A mon avis, contrairement à ce que l'honorable député de Bellechasse disait tantôt, il y en a des responsables et, comme députés, comme représentants, nous avons des responsabilités à prendre des deux côtés de la Chambre. Pour le moment, notre responsabilité c'est de réclamer des mesures urgentes du gouvernement. C'est ce que nous faisons, et je pense que notre responsabilité à ce moment-là répond à un engagement que nous avons tous pris dans nos circonscriptions.

J'aimerais dire, madame le président, que le gouvernement, par cette loi spéciale présentée aujourd'hui, répond

[M. La Salle.]

à nos questions. Nous avons posé des questions depuis trois semaines. Il prend une responsabilité que nous réclamons depuis trois semaines. Je crois qu'il est important que non seulement les membres du gouvernement mais également tout le secteur touché au niveau des travailleurs sachent que c'est au nom de 6,000 producteurs d'œufs que nous avons réclamé cette mesure. C'est au nom également de 15,000 producteurs de volaille et de dinde. C'est également au nom de 23,000 producteurs de lait industriel, de 5,000 producteurs de lait nature et de 6,000 producteurs de porcs ainsi que de l'ensemble des consommateurs du Québec, et cela par millions, qui attendaient et réclamaient une action concrète du gouvernement, que nous l'avons fait. Je pense que nous répondons effectivement à un besoin qui touche suffisamment à la collectivité présentement.

Donc, tout l'approvisionnement en grains de provende au Québec était devenu, à toutes fins pratiques, interrompu, l'élevage se trouvait en position difficile et les producteurs d'œufs allaient devenir, une fois de plus, les victimes des importations américaines. Plusieurs d'entre eux allaient être acculés à la faillite. On assaillait les abattoirs, et tout le marché allait s'en trouver perturbé également. Nos producteurs agricoles subissent les effets d'une sixième grève en l'espace d'un an. Ce furent celles des pilotes, des cheminots, des inspecteurs, des manutentionnaires, des travailleurs, et aujourd'hui, des débardeurs.

La situation est, et l'était depuis déjà deux semaines, dramatique, et d'autant plus odieuse que l'agriculture du Québec vit l'une des pires crises de son histoire, et dépend pour plus de 60 p. 100 des livraisons de grains de provende pour l'alimentation du bétail.

Les mesures temporaires du gouvernement que l'on qualifiait d'efficaces, comme le prétendait le ministre de la Consommation et des Corporations mercredi dernier, se sont avérées depuis trois semaines complètement insatisfaisantes parce que trop tardives, peu expéditives et fort coûteuses.

Donc, aujourd'hui, le gouvernement reconnaît le bien-fondé de nos affirmations et des questions que tous les députés ont posées depuis trois semaines. De ce côté-ci de la Chambre et de l'autre, des députés ont senti l'obligation de poser certaines questions embarrassantes au ministre, et nous nous demandons: Comment se fait-il que le ministre de l'Agriculture, ou que la Commission canadienne du blé, ou le ministre du Travail n'aient pas répondu à ces appels répétés? Bien sûr, on pourra dire que les gars de l'opposition posent des questions dans le but d'avoir la manchette des journaux, et le reste.

Il y a quand même des députés sérieux de l'autre côté de la Chambre qui sont touchés dans leur secteur; j'étais fort heureux de voir ces députés démontrer un intérêt vis-à-vis de ce secteur, et qui, malheureusement, n'ont pas obtenu de réponses. Ils n'ont pas eu, pendant trois semaines, les réponses que nous attendions. Je pense que les interventions n'ont pas fait défaut. Le ministre de l'Agriculture répondait depuis trois semaines que nous affichions une attitude alarmiste, pessimiste, et que les données, autant celles du député de Bellechasse (M. Lambert), que celles du député de Vancouver-Sud (M. Fraser) ou tantôt celles d'un député néo-démocrate, n'étaient pas complètes. Il y a eu plusieurs questions. Autant nous tentions de sensibiliser le gouvernement à une situation qui était alarmante et dangereuse, autant on nous répondait que c'était presque faux.